

## LE HAUT VALLON DE RECHY<sup>1</sup>: DE L'HERBE, DE L'EAU ET DES PROCÈS

par Antoine Lugon<sup>2</sup>

Comme presque toutes les zones d'altitude propres à la pâture, à l'alimentation des réseaux d'irrigation ou à la fourniture d'énergie hydraulique, le haut vallon de Réchy a fait l'objet de la convoitise des communes environnantes et donné lieu à d'âpres contestations.

### L'Ar du Tsan

La documentation ne permet guère de remonter au déluge: c'est en 1244 qu'apparaît pour la première fois (à ma connaissance) l'alpe «du Champ»<sup>3</sup>. L'évêque Henri de Rarogne cède à Guillaume d'Anniviers tous les droits qu'il y possède. Rien ne précise l'étendue de ces droits. Il faut ensuite attendre jusqu'en 1339 pour trouver dans les limites de l'alpe d'Arpetta, pour laquelle le major de Vernamiège prête hommage à l'évêque, la mention de celle du «Champ» qui relève, nous dit l'acte, du seigneur d'Anniviers<sup>4</sup>. En 1379 l'évêque Edouard de Savoie assigne entre autres biens et droits à Jacques Tavelli, seigneur de Granges, en garantie d'une rente de 25 sols, «un fromage et un demi sérac» qui lui sont dus sur «l'alpe du Champ», ainsi que le *dominium* des fiefs<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Selon la carte nationale 1: 25000 (Vissoie 1307, 1986), le vallon de Réchy désigne les Mayens, sis en dessous de la Cascade. Dans la partie supérieure, le premier plateau se nomme Ar du Tsan, la partie terminale du Vallon, *Le Louché* ou *La Rèche*.

<sup>2</sup> Service des Musées, Monuments historiques et recherches archéologiques, Rte de Loèche 11, 1950 Sion.

<sup>3</sup> GREMAUD, Doc. (= J. GREMAUD, *Documents relatifs à l'histoire du Vallais*, 8 vol. dans *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse Romande*, t. XXIX- XXXIII et XXXVII - XXXIX, Lausanne 1875 - 1884 et 1893 - 1898), no 476. L'alpe du Champ est évidemment l'équivalent du toponyme L'Ar du Tsan.

<sup>4</sup> Gremaud, Doc. No 1787.

<sup>5</sup> Gremaud, Doc. No 2292.

On peut donc provisoirement conclure que les droits sur l'alpe du Champ (L'Ar du Tsan, comme on dira aussi plus tard) que possédait au XIII<sup>e</sup> siècle le seigneur d'Anniviers avaient probablement passé en mains de Jacques Tavelli par son mariage (en 1351) avec Jeanne d'Anniviers, qui lui avait apporté aussi la seigneurie de Granges<sup>6</sup>. Il est évidemment impossible de savoir si c'est l'ensemble ou seulement une part des droits de juridiction sur l'alpage en question. En 1603, la Bourgeoisie de Sion achète la seigneurie de Granges. C'est probablement ainsi que s'explique la présence des Bourgeois de Sion parmi les co-seigneurs de L'Ar du Tsan vers la fin de l'ancien régime.

A l'Ar du Tsan comme dans bien d'autres alpages, les documents font apparaître des transferts de droits. Ainsi, le 23 décembre 1708, Jean Theodoloz, métral de Mage, cède à la commune de Grône un *chartan* de la juridiction sur le territoire de cet alpage, avec les Bourgeois de Sion, son frère Maurice Theodoloz et les hoirs de feu Etienne Bruttin, «seigneurs» dudit alpage de l'Ar du Tsan<sup>7</sup>.

Le 24 août 1721, Jean Udrisard vend à la commune de Grône une part de droit sur l'alpage du Haut Champ sis *au territoire de Grône*, «savoir la cinquième partie de deux oytans»<sup>8</sup>.

A la fin de l'ancien régime, les droits de juridiction sur l'alpage de L'Ar du Tsan sont répartis entre la Bourgeoisie de Sion (15 parts), la commune de Grône (2 parts) et celle de Nax (1 part). Il s'agit là des «co-seigneurs», soit des propriétaires du territoire de l'alpage, héritiers lointains des droits que nous avons vus plus haut en mains du seigneur d'Anniviers puis des seigneurs de Granges<sup>9</sup>.

## La Lé et Zarzé (Tsartsey): partages, limitations

Au-dessous de l'alpe du Champ<sup>10</sup>, qui occupe la partie supérieure du vallon, ce sont les alpages de Zarzé et de la Lé qui attirent l'intérêt, non seulement des ressortissants des communes proches comme Grône, Nax ou Chalais-Vercorin, mais des gens de Lens, de Saint-Léonard et même de Grimisuat.

---

<sup>6</sup> *Armorial valaisan*, Zürich 1946, p. 255.

<sup>7</sup> Ac (= Archives de la commune de) Grône, G 531. Le mot *chartan* indique probablement une fraction (1/4) des droits de juridiction.

<sup>8</sup> Ac Grône G 578. C'est à ma connaissance le document le plus récent qui situe encore *L'Ar du Tsan* sur le territoire de Grône. Actuellement l'Ar du Tsan, le Louché et tout le haut vallon de Réchy sont sur le territoire de la commune de Nax.

<sup>9</sup> Grône GP 199.

<sup>10</sup> C'est-à-dire en aval du lieu-dit Le *Pichioc*, ou, en langage plus châtié, la «Cascade».

La documentation conservée fait parfois état du conflit entre les droits des allodiateurs d'un alpage et les droits coutumiers de parcours des ressortissants d'une paroisse. Le 29 septembre 1569, un litige entre les allodiateurs des alpages de la Lé et de Zarzé d'une part et les gens de Vercorin, d'autre part, à propos du droit d'herbage sur «certaines pièces particulières dudit alpage», est réglé de la manière suivante: on décide que seuls les paroissiens et communiens de Grône, ainsi que les allodiateurs desdits alpages de La Lé et de Zarzé, d'où qu'ils viennent, pourront pâturer au printemps jusqu'à trois semaines avant la Saint-Jean-Baptiste (24 juin), à l'exception de trois lieux, savoir le Grand Pré, le pré du Pisseret et les prés des Cheneveyres, dans lesquels ils n'auront aucun droit de pâture.<sup>11</sup>

La documentation touche aussi les acquisitions successives et les transferts de droits d'alpage, par les ressortissants de ces diverses communautés. Ainsi le 28 juillet 1508, Jean et Antoine Hallacris (Allégroz) de Vercorin vendent à Jean Lyod de Grône un droit de deux vaches et demie aux alpages de Laz Lex et de Zargez, sur le territoire de Grône<sup>12</sup>. Le 4 juin 1641, c'est le châtelain de Granges pour la Bourgeoisie de Sion, qui vend, à ce titre, à Maurice Theodeloz et Bastien Alleigro, agissant comme procureurs de la commune de Grône, un droit de 3 1/2 vaches aux alpages de La Lé et de Zarzé, au territoire de Grône<sup>13</sup>.

Ces transferts de propriété vont souvent dans le sens du regroupement sur un alpage ou sur une partie importante d'un alpage, des droits des ressortissants d'une même communauté. Si bien qu'il n'est pas rare d'assister, soit à la fusion de deux alpages voisins<sup>14</sup>, lorsque les allodiateurs d'une même commune ou région y sont devenus majoritaires, soit au partage d'un alpage entre deux groupes d'origine différente. C'est ce qui se passe le 30 mai 1688 pour les alpages de La Lé et de Zarzé. Réunis en la maison de Jean-Antoine Curten à Sierre, les représentants de Grône, agissant tant pour la commune de Grône que pour les autres allodiateurs de l'alpage de la Lé, d'une part, et les représentants de Grimisuat, agissant pour eux et pour les allodiateurs de Saint-Léonard, d'autre part, procèdent au partage de l'alpage<sup>15</sup>. On commence par le constat que l'alpage est suffisant pour 106 vaches. Est attribuée ensuite

---

<sup>11</sup> Ac Grône, G 131.

<sup>12</sup> Ac Grône, G 51.

<sup>13</sup> Ac Grône, G 342.

<sup>14</sup> C'est le cas, par exemple en 1517, pour les alpages de La Côte et d'Orzival (Archives de l'Etat du Valais, Consortage d'Orzival, Pg 5), où les gens de Vercorin semblent bien être la majorité.

<sup>15</sup> Ac Grône, G 450.

la part qui reviendra exclusivement à ceux de Grône: le «schiezour», avec le grand pré, en direction du roc de Prierou, jusqu'au cours de la Rèche et de là en remontant le cours jusqu'à l'alpage du Champ<sup>16</sup>. Il est difficile de situer exactement sur le terrain cette portion échue aux allo-diateurs de Grône, le toponyme Prierou n'étant pas situable sur le terrain. Il est fort probable qu'il s'agissait de la rive gauche de la Rèche, en aval du Pichioc. Quant aux gens de Grimisuat et leurs consorts, ils auront tout «le Garge<sup>17</sup> et la Lex du meyten», depuis le rocher du Prirouz<sup>18</sup> au cours de la Rèche et de là en remontant le cours jusqu'à l'alpage du Champ. Ils obtiennent aussi la grande chaudière et une somme de 120 livres ainsi que le blé et les cens dûs<sup>19</sup>. Cette portion d'alpage pourra recevoir cinquante vaches. Les chemins pour y accéder se feront si possible au bord de la Rèche, du côté de l'est.

Ce partage ne devra pas porter préjudice aux droits féodaux que possèdent sur cet alpage tant le Vénérable Chapitre de Sion que la noble Bourgeoisie de Sion. On réserve également les droits du grand châtelain et juge de la Noble Contrée et du Dizain de Sierre, concernant les moutons égarés dans ce territoire. Le partage des moutons ne pourra se faire que sur le territoire de Grône. Les charges qui pèsent sur l'ensemble des deux alpages seront supportées en commun au prorata du nombre de têtes, à l'exception du fromage dû annuellement au curé de Grône, qui sera fourni alternativement par l'un et l'autre alpage. Enfin, ceux de Grimisuat ne pourront couper du bois que pour le foyer de l'alpage et les besoins des édifices.

---

<sup>16</sup> ( ... ) lo schiezour avec lo grand prax tendendo ad saxum de Prierou usque ad subnominatam aquam de Ressayz et inde etiam directe tendendo per eandem aquam superius ad montem du Champ, unacum ceteris vasibus et grenario atque censu etiam ibidem debito persolvendo ... (Ac Grône, 450).

<sup>17</sup> Aujourd'hui orthographié Le Tsartsey par la carte nationale (feuille 1307, VIS-SOIE).

<sup>18</sup> Le texte donne les deux graphies différentes. Prierou et Prirou. Ce toponyme pourrait (ce n'est qu'une hypothèse) signifier «le roc au prêtre».

<sup>19</sup> (...) videlicet totum Garge et la lex du meyten a saxo vocato lo sex du Prirouz ad cursum aquae Ressayz et inde directe superius per eandem aquam usque ad montem du Champ, unacum maiori cacabo seu calderia atque summa centum et viginti librarum ac blado et censu ibidem debito ... (Ac Grône G 450).

## Le procès des eaux du Louché

L'affaire qui, de 1863 à 1870, suscitera le plus de remous autour du haut vallon de Réchy et laissera de grosses liasses de documents dans les archives des communes de Vernamiège et de Grône, est la question des eaux du Louché, petit lac, comme son nom l'indique<sup>20</sup> situé dans la partie supérieure du vallon.

L'altitude de ce petit lac, 2567m, attira l'attention des gens de Vernamiège. Ils virent que le col de Cou, par lequel on pouvait rejoindre le haut de leur territoire, était à 2528m, soit une quarantaine de mètres plus bas que le niveau du lac et qu'il serait donc possible, par un bisse, d'y conduire une bonne part des eaux de la partie supérieure du vallon pour irriguer leurs terres, sises sur le versant oriental de la vallée d'Hérens.

Vernamiège entama donc dès 1863 des démarches en vue d'obtenir le droit d'établir ce bisse détournant vers son territoire une part des eaux de l'alpage de l'Ar du Tsan. L'opposition des communes de Grône et de Chalais-Vercorin, pour lesquelles l'eau de la Rèche dans son intégralité avait un intérêt vital, aussi bien pour l'agriculture que pour les «artifices» (scierie, moulin, foulons etc), eut gain de cause après des années de procédure.<sup>21</sup>

---

<sup>20</sup> Du latin lacucellus, petit lac.

<sup>21</sup> Je me propose de revenir de manière plus détaillée sur ce procès dans le cadre d'un colloque sur les bisses organisé par la Société d'Histoire du Valais romand et la Murithienne en septembre 1994.

